

# «Le dossier est déposé par le candidat en personne»

# LE JOUR

D'ALGERIE

Déjà condamné à 7 ans ferme dans une affaire de corruption  
**La cour de Tipasa confirme le premier jugement du sénateur Boudjouher**

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4839 - Mercredi 24 juillet 2019 - Prix : 10 DA

## Grande affluence des citoyens aux magasins et centres commerciaux **Soldes d'été, entre arnaques et vraies réductions**

### La bonne marge de manœuvre dont disposent les Iraniens

Par Mohamed Habili

**L**es Britanniques ne cachent plus qu'ils étaient effectivement en liaison avec les Américains lorsqu'ils ont arraisonné le pétrolier iranien au large de Gibraltar, il y a maintenant une vingtaine de jours. En liaison ne veut pas dire sur demande toutefois, et encore moins sur injonction des Américains, comme ont prétendu les Iraniens. Malgré la précision apportée par leur ministre des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, devant la Chambre des communes, le fait est qu'ils n'ont pas agi de leur propre chef mais sur suggestion des Américains. Ceux-ci leur ont désigné la cible iranienne, Grace 1, leur laissant cependant toute latitude pour s'assurer d'elle comme ils l'entendent. Il semble qu'ils se soient dit que du moment qu'ils agissaient pour le compte des Américains, ceux-ci ne leur feraient pas défaut si d'aventure les choses prenaient une mauvaise tournure. Ils ont tout loisir de se rendre compte maintenant combien ils se trompaient. Mike Pompeo a dit on ne peut clairement que c'est à la Grande-Bretagne de défendre ses bateaux. Sous-entendu : s'ils sont attaqués par les Iraniens. Il faisait sûrement alors allusion au navire britannique qui était aux premières loges au moment de la prise du tanker battant pavillon britannique par les gardiens de la révolution, mais qui a laissé ceux-ci non seulement assaillir le Stena Impero, mais le conduire en captivité. Américains et Britanniques avaient pourtant renforcé leur présence dans le Golfe, pour répondre à toute éventualité.

Suite en page 3

### Ils ont manifesté pour le 22<sup>e</sup> mardi

# Marche des étudiants, pacifiques mais déterminés



Ph/D. R.

Certes un peu moins imposante que les marches précédentes, la 22<sup>e</sup> manifestation des étudiants a démontré, encore une fois, que leur détermination et leur soif pour un changement politique dans le pays demeurent toujours intactes. Lire page 2

Jeune sahraouie tuée

## Le président Ghali demande une enquête onusienne

Prévu du 28 au 30 juillet courant

## Rim'K en tournée en Algérie

Ils ont manifesté pour le 22<sup>e</sup> mardi

# Marche des étudiants, pacifiques mais déterminés

■ Certes un peu moins imposante que les marches précédentes, la 22<sup>e</sup> manifestation des étudiants a démontré, encore une fois, que leur détermination et leur soif pour un changement politique dans le pays demeurent toujours intactes.

Par Louiza Ait Ramdane

Moins nombreux par rapport aux précédentes marches et accompagnés par des citoyens de tout âge, les étudiants ont parcouru le circuit habituel. Ils se sont rassemblés à 10h30 à la place des Martyrs avant de se diriger vers la place Maurice-Audin, en passant par l'avenue Pasteur et le boulevard Colonel Amirouche, pour arriver à la rue Richelieu et terminer à la place Audin, seul itinéraire toléré en raison de la fermeture par la police de la Grande Poste comme à l'accoutumée.

Le nombre des étudiants était un peu moins important que lors des autres manifestations, mais ils étaient accompagnés par des citoyens de tout âge qui étaient parmi la foule de manifestants pour réclamer pour la énième fois le changement. «*Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande*», chantaient les manifestants, soulignant que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système. Les manifestants chantaient tous en chœur en résumant les revendications du Hirak : «*Système dégage, pas d'élection présidentielle, l'unité nationale entre arabes et kabyles, c'est la liberté qui nous réunit, armée et peuple khawa khawa, jamais on ne sera des ennemis, oh policier, l'étudiant est ton frère pas ton ennemi...*». Les étudiants ont entonné l'hymne national à l'entame de la marche et à sa fin.

Contrairement aux marches précédentes, les policiers n'ont pas fermé le tunnel des Facultés, mais ont par contre dressé un cordon sécuritaire à l'avenue Pasteur et un autre à la place Maurice-Audin pour empêcher les étudiants de passer par le tunnel.

Tout un chacun s'attendait à une baisse du nombre des participants à cette marche à cause de la fin de la saison universitaire et l'arrêt des services des œuvres universitaires, à l'instar du transport et de l'hébergement. Mais ils étaient non seulement nombreux mais ont été rejoints par des citoyens. Tôt



dans la matinée d'hier, la police a bloqué les accès menant vers l'Assemblée populaire nationale, le siège de la wilaya et le tribunal de Sidi M'hamed. D'autres cordons sécuritaires ont été dressés aux entrées des artères principales comme Asselah Hocine, Zighout Youcef, Hassiba Ben Bouali. Les manifestants, dont la plupart brandissaient le drapeau national, hissaient des banderoles appelant au départ de tous les symboles du système de Bouteflika et scandaient des slogans à l'instar de «*Djazaïr horra*

*démocratia*» (Algérie libre et démocratique), «*Pouvoir au peuple*» et «*Nous voulons une Algérie démocratique*» ou encore «*Système dégage*». Les étudiants ont réclamé la poursuite en justice des têtes de la corruption et des responsables du pillage de l'argent public, tout en exigeant une justice libre et autonome dans cette mission. Ils ont également scandé des slogans pour la libération des manifestants du hirak, placés sous mandat de dépôt pour avoir brandi des drapeaux berbères. Ils ont

appelé, entre autres, à la libération de l'ancien moudjahid Lakhdar Bouragaa, placé en détention provisoire. «*Libérez les détenus de l'opinion et le moudjahid Bouragaa*», «*Nous voulons une justice libre*».

A noter que le dispositif sécuritaire était moins important que les mardis précédents. Le tunnel des Facultés menant à la place Audin était ouvert à la circulation, a-t-on constaté.

Ainsi, la marche des étudiants s'est déroulée sans aucun dépassement jusqu'à la disper-

sion dans le calme des étudiants. Selon des témoignages recueillis, les étudiants affirment qu'ils continueront leur mouvement de protestation durant toute la saison estivale. Vers 12h30, les manifestants se sont rassemblés devant la Grande Poste pour ensuite se disperser dans le calme. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour le même objectif : exiger le changement.

L. A. R.

Du nouveau au Conseil constitutionnel/Election présidentielle

## «Le dossier est déposé par le candidat en personne»

Un nouveau règlement fixant les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel a été adopté récemment par cette institution, introduisant de nouveaux articles pour combler certaines lacunes constatées dans les textes juridiques régissant l'élection présidentielle, et pour prendre en compte l'entrée en vigueur, en mars dernier, du mécanisme de l'exception d'inconstitutionnalité, selon le Journal officiel. Le nouveau règlement qui fixe les règles de fonctionnement du Conseil constitutionnel, conformément aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires y afférentes, est composé de 104 articles contre 89 pour l'ancien. La principale nouveauté apportée dans ce nouveau règlement a trait au dépôt du dossier de candidature à l'élection présidentielle. Les candidats à la prochaine présidentielle doivent désor-

mais déposer eux-mêmes leur dossier de candidature au Conseil constitutionnel. L'article 48 de ce règlement stipule que «*le dossier de candidature à l'élection du président de la République est déposé par le candidat en personne, dans les conditions, formes et délais prévus par la loi organique relative au régime électoral auprès du secrétariat général du Conseil constitutionnel. Il en est délivré accusé de réception. Le candidat signe la déclaration de candidature au siège du Conseil constitutionnel*». La présence des candidats devient ainsi obligatoire pour le dépôt des déclarations de candidature, alors que l'article 28 de l'ancien règlement stipulait seulement que «*les déclarations de candidature à la présidence de la République sont déposées par le candidat dans les conditions, formes et délais prévus par la loi orga-*

*nique relative au régime électoral auprès du secrétariat général du Conseil constitutionnel. Il en est délivré accusé de réception*». De nouveaux articles ont été également introduits dans ce règlement détaillant la procédure de mise en œuvre et de présentation de l'exception d'inconstitutionnalité. Ce mécanisme est entré en vigueur en mars dernier, après la publication, en septembre 2018, de la loi organique fixant les conditions et modalités de mise en œuvre de l'exception d'inconstitutionnalité prévue par l'article 88 de la Constitution. Le nouveau règlement intérieur du Conseil constitutionnel a supprimé également un article qui stipulait que les avis et décisions du Conseil constitutionnel étaient définitifs et s'imposaient à l'ensemble des pouvoirs publics et aux autorités administratives et juridictionnelles.

K.L./APS

Déjà condamné à 7 ans ferme dans une affaire de corruption

## La cour de Tipasa confirme le premier jugement du sénateur Boudjouher

La chambre pénale près la cour de Tipasa a confirmé hier le jugement de première instance prononcé le 5 mai dernier contre le membre du Conseil de la nation, Malik Boudjouher, condamné à 7 ans de prison ferme dans une affaire de corruption. Ce jugement a été prononcé après la comparution, mardi dernier, du sénateur Boudjouher dans une audience en appel, durant laquelle le parquet avait requis une peine de 8 ans de prison ferme à son encontre, alors que la chambre de première ins-

tance l'a condamné à 7 ans de prison ferme avec interdiction, pour une durée de 5 ans, d'exercer de hautes fonctions ou de se porter candidat à un poste politique, assortie d'une amende d'un million de dinars. Il a été poursuivi, en août dernier, pour «*obtention de privilèges indus*», «*abus de pouvoir*» et «*abus de fonction*», avant la programmation de son affaire en jugement en avril passé. Le tribunal de Tipasa a également acquitté deux prévenus, accusés de «*privilèges indus*» et ordonné la res-

titution de leurs véhicules saisis le 14 août dernier par la police judiciaire, lors de leur arrestation avec le principal accusé. Ces derniers avaient en leur possession 2 millions de DA versés par la victime, en contrepartie de la facilitation de procédures de régularisation du dossier de réalisation illicite d'un projet touristique dans la région de Chenoua. Lors de cette audience, la victime a maintenu ses dires en accusant le sénateur Boudjouher de «*constitution d'une bande d'escrocs et raquetteurs en usant*

*d'un mass media local et d'une page facebook*». Le sénateur s'est dit, quant à lui, «*victime d'un conflit politique et de complots d'ex-responsables locaux*». La chambre pénale avait rejeté, mardi dernier, les arguments de la défense de l'accusé principal, concernant sa «*mise en liberté*», afin de procéder à la levée de l'immunité parlementaire dont il jouit, avant qu'il ne fasse l'objet de procédures de poursuites judiciaires, comme plaidé par Maître Mokrane Ait Larbi. L'arrestation de Boudjouher s'ap-

puie sur les articles 111 du code pénal et 128 de la Constitution stipulant qu'en cas de flagrant délit ou de crime flagrant, il peut être procédé à l'arrestation d'un député ou d'un membre du Conseil de la nation. Le bureau de l'Assemblée populaire nationale ou du Conseil de la nation, selon le cas, en est immédiatement informé. Il peut être demandé par le bureau saisi, la suspension des poursuites et la mise en liberté du député ou du membre du Conseil de la nation.

(APS)

Grande affluence des citoyens aux magasins et centres commerciaux

# Soldes d'été, entre arnaques et vraies réductions

■ En ce début des soldes d'été qui s'étaleront jusqu'au 31 août, les différents locaux et grands centres commerciaux de la capitale enregistrent une grande affluence des citoyens. Les prix sont abordables pour certains mais la majorité considère que les publicités affichées par les commerçants concernant leurs différentes marchandises sont une véritable «arnaque» qui se reproduit à chaque saison des soldes.

Par Thinhinene Khouchi

C'est un événement attendu par les commerçants, faisant souvent leur plus gros chiffre d'affaires à cette période. Dès le début des soldes, les différents locaux et grands centres commerciaux de la capitale enregistrent une grande affluence des citoyens mais souvent ces soldes ne sont qu'une simple arnaque. En effet, conduits par l'idée de faire la bonne affaire, les citoyens sont souvent déçus en faisant leur tournée dans les différentes boutiques. Selon des citoyens rencontrés dans une boutique de chaussures «certains prix ne sont pas vraiment soldés, à vrai dire, en Algérie, les véritables soldes n'existent pas», nous confie un père de famille déçu cette année encore, des «soi-disant soldes». A Alger, notamment le centre commercial de Bab Ezzouar et Ardis ainsi que des locaux commerciaux à Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad ou encore El Biar et Chérag, un grand nombre d'affiches de réduction allant jusqu'à 50% décorent les vitrines, particulièrement des locaux spécialisés dans la vente de vêtements et de chaussures, pour attirer l'attention des clients. Concernant ces affiches, plusieurs clients estiment qu'il s'agit de «publicité mensongère» annoncée chaque saison de vente promotionnelle. Selon une cliente rencontrée dans un centre commercial très prisé à l'est d'Alger, les prix des vêtements de marque étrangère restent au même prix «ils sont inchangés, car j'ai l'habitude de



PHD.R.

venir acheter ici, et entre nous, ce sont les mêmes prix, on a rajouté juste le mot soldes sur les étiquettes». «Regardez cette paire de baskets coûte 13 000 DA, c'est écrit Soldes n'est ce pas ?, je vous assure qu'elle était au même prix avant le début des soldes». En effet au niveau de cette boutique de marque internationale, les baskets sont affichées entre 6 000 DA et peuvent monter jusqu'à 15 000 DA, les pantalons pour hommes sont affichés entre 3 500 et 7 000 DA. Le prix des chemises commence à 3 000 DA en cette période de «soldes».

Les réductions constatées touchent certains articles comme des baskets qui étaient affichées à 13 600 DA avant le début des soldes, sont proposées à 10 900 DA, un prix toujours cher pour les visiteurs de cette boutique. Les articles pour

enfants sont aussi chers, un simple ensemble «short plus T-shirt rose» qui coûtait 4 000 DA est soldé à 3 200 DA soit une baisse de 800 DA seulement. En outre d'autres citoyens s'interrogent sur quelle base ces réductions sont fixées entre 20% et 50%. Voulant se défendre, des propriétaires de magasins à la rue Didouche Mourad, assurent que certains commerçants baissent vraiment les prix pour permettre aux citoyens de se faire plaisir et au passage, les commerçants ont l'occasion de promouvoir leurs activités. Mais malheureusement, d'autres commerçants arnaquent vraiment les citoyens en affichant les mêmes prix affichés avant la période des soldes. Pour rappel, l'opération de vente par rabais s'effectue en application des dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et les moda-

lités de vente au rabais, promotionnelle, en liquidation de stocks, en magasins d'usines et vente au déballage ainsi que sur décision des services compétents de la wilaya. Conformément à ce texte, le commerçant est notamment tenu d'obtenir une autorisation auprès du ministère du Commerce pour l'affichage des promotions sur sa vitrine sans cette autorisation.

La décision prévoit également des dispositions claires concernant les peines infligées aux commerçants contrevenants, si ces derniers sont interceptés par les agents de contrôle et de répression des fraudes de la direction du commerce. La vente en soldes concerne les articles achetés par le commerçant depuis au moins trois mois, avant le début de la période des soldes.

## Lieux saints

### Les hadjis invités à récupérer leurs passeports 72 heures avant leur départ

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a invité mardi les candidats au hadj 2019 à se rapprocher des services administratifs de leur lieu de résidence pour récupérer leurs passeports et visas électroniques dans les 72 heures avant leur départ pour les Lieux saints. «Cette nouvelle démarche est effectuée par le hadji via le portail électronique du pèlerinage de l'ONPO au même titre que le règlement des frais du hadj, l'achat des billets et la réservation des chambres d'hôtel», a précisé à l'APS le directeur de l'organisation du pèlerinage et de la omra à l'ONPO, Abderrahmane Sassi. Auparavant, le hadji recevait son passeport au niveau de l'aéroport, mais désormais des SMS sont envoyés aux concernés pour les inviter à effectuer les

démarches administratives, bancaires et sanitaires nécessaires avant leur départ pour les Lieux saints, a-t-il ajouté. Ces nouvelles

démarches qui mettent à contribution les technologies de l'information et de la communication entrent dans le cadre de la

modernisation et de l'amélioration de l'organisation et de la gestion du pèlerinage, a affirmé le responsable. **Khelil Y.**

## Promotion immobilière

### Les promoteurs invités à accélérer le rythme d'exécution

Les promoteurs chargés de la réalisation des quotas de logements sociaux participatifs (LSP) et logements promotionnels aidés (LPA), affectés à la wilaya de Médéa, ont été invités à «accélérer le rythme» d'exécution de leurs projets et le respect des délais, faute de quoi il sera procédé à la résiliation de leurs contrats, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces promoteurs ont été mis en demeure, mercredi, lors d'une réunion avec le wali, Abass

Badaoui, et appelés à achever les projets de 818 logements LSP et 646 logements LPA qui accusent un retard d'exécution et à les livrer, dans les meilleurs délais, aux citoyens, avant qu'une procédure de résiliation du contrat de réalisation ne soit engagée à l'encontre de tout promoteur défaillant, a averti le chef de l'exécutif. Davantage de coordination est attendue des responsables du secteur de l'Habitat, en l'occurrence l'Office de promotion et de gestion

immobilière et la direction du logement, pour «mieux contrôler et suivre de près le travail» de ces promoteurs et à «prendre en charge» les problèmes susceptibles d'impacter le bon rythme d'exécution de ces projets, a rappelé le wali au cours de cette réunion. Ces responsables ont été instruits, en outre, de procéder à la relance, «dans l'immédiat», des projets de 44 logements LSP, implantés à «Cherachria», périphérie nord de Médéa, et les 226 logements

## LA QUESTION DU JOUR

### La bonne marge de manœuvre dont disposent les Iraniens

Suite de la page une

Serait-ce que le moment ne soit pas encore venu pour eux de libérer les eaux du Golfe de l'emprise iranienne ? Il faudrait attendre pour cela la réélection de Donald Trump, qui est loin d'être acquise, même si dans l'intervalle il se gardait d'entrer en guerre avec l'Iran. Or même dans la supposition où il serait élu le moment venu, les deux marines américaine et britannique pourraient toujours sillonner les eaux du Golfe, les Iraniens n'en restent pas moins assurés qu'elles ne les attaqueraient pas. Ce qui leur laisse une bonne marge de manœuvre, du moins d'ici à la réélection de Trump, à supposer qu'elle ait lieu bien entendu. Ce n'est d'ailleurs que dans ce cas que l'on saurait si Trump est réellement allergique à la guerre, ou si ce sont ses électeurs qui le sont. Dès lors qu'il est réélu, il cesse d'être en campagne, de chercher le contact avec ses supporters, de vouloir leurs ovations. C'est là du moins ce qu'il est possible de supposer. On ne peut cependant exclure que même réélu, Trump reste égal à celui qu'il a été au cours de son premier mandat. Sauf qu'il n'y a aucun moyen de le savoir dès à présent. La donne serait peut-être différente si les Iraniens se laissaient aller à attaquer les premiers, dans l'idée que même dans ce cas il ne leur sera pas répondu. Encore que cela ne leur ressemble pas. Ils n'ont pris le tanker britannique que pour faire libérer leur propre tanker. S'ils obtenaient la garantie que ce dernier serait relâché si eux-mêmes libéraient en premier le Stena Impero, on peut penser que c'est bien ce qu'ils feraient. Le sultanat d'Oman, l'éternel médiateur quand il s'agit d'Iran, est sûrement déjà monté en ligne, à la fois pour faire tomber la tension sur le pas de sa porte et pour convaincre les Iraniens de céder les premiers. Du reste, on sait déjà que les Omanais ont à l'œuvre dans cette optique. Le fait que Javad Zarif se mette à dire, contre toute vraisemblance d'ailleurs, que la prise du Stena Impero n'a rien à voir avec celle de Grace 1 par les Britanniques pourrait indiquer que cette issue conviendrait assez aux Iraniens. Car pour eux le plus important est ailleurs : dans l'assurance qu'aucun de leurs pétroliers ne serait plus arraisonné, ni par les Britanniques, ni par les Américains, sur aucune mer du globe. **M. H.**

LPA, ventilés à travers plusieurs localités, non lancés, à ce jour, en dépit de la forte demande exprimée pour ce type de formules de logements, a-t-on fait savoir de même source.

K. L. / APS

Jeune sahraouie tuée

# Le président Ghali demande une enquête onusienne

■ Le président sahraoui, Brahim Ghali, a demandé au secrétaire général des Nations unies de mener une enquête indépendante sur les circonstances de l'assassinat de la jeune sahraouie Sabah Othman Omeida, suite à la répression des forces d'occupation marocaines d'une manifestation pacifique célébrant, vendredi dernier, la victoire de l'équipe algérienne en finale de la CAN 2019.

Par Khaled Gh.

Dans une lettre adressée au chef de l'ONU, le président sahraoui a exprimé son rejet et sa «condamnation de la répression marocaine et les violations persistantes des droits de l'Homme» et a souligné «la nécessité pour l'ONU de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à la répression et aux crimes de l'occupation marocaine, crimes qui se produisent devant une Minurso amnésique». «La présence de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) en place sans intervenir dans ces événements dangereux rend un témoin passif à un crime avec toutes les règles», a ajouté le président sahraoui dans sa lettre au Secrétaire général de l'ONU. «Alors que le pays n'a pas encore pleinement exercé son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, nous réitérons le besoin urgent de la Minurso à un mécanisme efficace pour la protection et le suivi des droits de l'Homme au Sahara occidental», a soutenu M. Ghali. Le Front Polisario, dans des lettres similaires adressées au Conseil de sécurité et au SG de l'ONU, a déploré les actes brutaux et criminels commis par les forces d'occupation marocaines et a indiqué que le Maroc avait renforcé son appareil répressif et doublé ses opérations et se prépare à déclencher une nouvelle vague de répression brutale dans les territoires sahraouis occupés. La jeune sahraouie, Sabah Othman Omeida, a été tuée par les forces de répression marocaines dans la ville d'Al-Ayouan occupée et plusieurs autres ont été blessés, en marge de la célébration pacifique de la victoire, vendredi soir, de l'équipe algérienne de football en finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) face au Sénégal qui s'est déroulée en Egypte. La jeune fille, Sabah Othman, 23 ans, a été victime d'un accident mortel intentionnel par la police marocaine qui a foncé sur la foule à pleine vitesse, selon des sources médiatiques sahraouies sur place, soulignant que la police marocaine a également blessé plusieurs autres jeunes Sahraouis. Les sources d'Equipe Media présentes sur les lieux ont rapporté que les jeunes, Otman Cheikh Saffar et Ahmed al-Rugaibi, ont perdu connaissance à la suite d'une attaque brutale des forces auxiliaires et paramilitaires marocaines par des balles en caoutchouc et de canons à eau. Tout a commencé quand, dans l'après-midi de vendredi, avant le début du match entre l'Algérie et le Sénégal, les forces répressives marocaines ont occupé la plupart des grandes routes d'El-Ayouan occupée avec des véhicules militaires. Parmi

les véhicules se trouvaient des citernes pour le lancement d'eau sous pression, des voitures de police et des camions militaires placés stratégiquement autour de la cafétéria où se concentraient la plupart des Sahraouis qui profitaient du grand festival de football africain. Après le match, des centaines de Sahraouis sont partis, simultanément et dans différents quartiers de la ville, ajoute-on, pour célébrer pacifiquement la victoire de l'Algérie. Mais les forces de répression de l'occupation marocaine bloquaient leur chemin en chargeant contre eux avec des canons à eau sous pression.

Au cours des charges, des dizaines de Sahraouis ont été arrêtés arbitrairement et aucun détail sur leur état de santé ni sur le lieu où ils se trouvent n'a été connu à ce jour, détaille l'Equipe Media. La plupart des blessés, y compris plusieurs femmes blessées à la mâchoire et au visage, ne pouvaient pas se faire soigner à l'hôpital car la police l'avait bouclé, empêchant l'accès au centre hospitalier, selon la même source.

## Le PCF dénonce «un assassinat barbare par le pouvoir marocain»

Le Parti communiste français a dénoncé lundi l'assassinat de la jeune sahraouie, Sabah Othman Omeida, par les forces d'occupation marocaines en marge de la célébration pacifique, vendredi dernier, de la victoire de l'équipe algérienne en finale de la CAN 2019, appelant le gouvernement français à «cesser de couvrir les actes criminels» du Maroc. «Alors que l'équipe algérienne de football remportait la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), des milliers de Sahraouis sont descendus dans les rues de nombreuses villes des territoires occupés par



le Maroc pour tout à la fois fêter l'événement mais aussi dénoncer le pillage de leurs ressources naturelles, le chômage massif et exiger la libération des prisonniers politiques dont ceux de Gdeim Izik», a écrit le PCF dans un communiqué. «A El-Ayouan, l'armée s'est ruée sur la foule avec des véhicules. Ecrasée, une jeune femme de 23 ans Sabah Othman Omeida a perdu la vie. Au total, on dénombre plus d'une centaine de blessés et des dizaines d'arrestations», a ajouté le PCF, soulignant que «parmi eux, de nombreuses femmes

sahraouies dont le visage est systématiquement défiguré à coups de matraque. Dans ces prisons, les tortures et les viols sont devenus la règle». «Le Parti communiste français condamne ces actes barbares et appelle le gouvernement français à cesser de couvrir les actes criminels de Mohammed VI. Paris porte une lourde responsabilité dans cette violence en refusant au Conseil de sécurité de l'ONU d'étendre les prérogatives de la Minurso à la protection des droits humains dans les territoires occupés», a ajouté le Parti. Dans le texte, le

PCF a indiqué que «chacun peut en mesurer les tragiques conséquences. L'extension illégale des accords commerciaux UE/Maroc au Sahara occidental encourage cette impunité. Enfin, la France fait obstacle aux résolutions de l'ONU en s'opposant à l'organisation d'un référendum d'autodétermination pour mettre un terme à la colonisation». «Le PCF est solidaire, dans cette épreuve, du peuple sahraoui et de son représentant le Front Polisario», a conclu le Parti.

K. Gh./APS

En attendant de régler le problème du terrain de football

## Oran : le projet du centre sportif Cap Blanc «avance très bien»

Le Centre de préparation sportif de Cap Blanc (Oran) «avance très bien dans sa globalité, même s'il faudra lever certaines contraintes pour réaliser un terrain de football», a-t-on appris hier de la direction locale de la jeunesse, des sports et des loisirs (DJSL). «L'assiette désignée pour abriter le terrain de football est de nature agricole, et nous attendons toujours de lever des contraintes d'ordre juridique avec les services compétents pour l'exploiter», a déclaré à l'APS le responsable de la DJSL, Badreddine Gharbi. «Hormis ce problème, le chantier avance comme prévu. Les travaux inhérents au bloc d'hébergement et de restauration sont terminés, alors qu'ils se poursuivent au niveau de la piscine et de la salle omnisports», a-t-il précisé. Le projet en question, implanté à Cap Blanc, dans la commune d'Aïn El Kerma (daïra Boutlelis), a été lancé en fin d'année passée. Bâti au départ en guise de camp de jeunes, le site, s'étend

dant sur une surface de 15 000 mètres carrés, répond parfaitement aux normes de la préparation des clubs professionnels, d'où l'idée qui a vite germé chez les concernés, consistant à le reconverter en centre de préparation sportif, rappelle-t-on. «Cette précieuse infrastructure devra être un énorme acquis pour les sportifs oranais. Elle évitera notamment aux clubs locaux d'effectuer des stages à l'étranger, puisque le site garantit toutes les conditions pour une préparation idéale, notamment durant l'intersaison», a expliqué M. Gharbi, ajoutant que les lieux sont idéaux pour une préparation physique adéquate car situés sur une altitude appréciable. Il est également implanté à quelques centaines de mètres de la plage ainsi que de la forêt de Madagah, un véritable lieu de détente pour les familles et où les sportifs peuvent effectuer des séances d'oxygénation au cours de leurs stages. «Tous ces avantages nous ont conduit, après l'achève-

ment des travaux du camp de jeunes, à réfléchir sur la transformation du site en un centre de préparation, une idée qui a vite été adoptée par les autorités locales», a encore fait savoir le DJSL. Doté d'un hôtel de 120 lits en plus de cinq chambres VIP d'une capacité d'accueil global de 30 lits, le problème d'hébergement dans ce site ne se pose nullement. Il peut même accueillir jusqu'à trois équipes en même temps, selon toujours le même responsable, estimant à près de 500 millions DA le coût global de la reconversion de ce camp de jeunes en un centre de préparation sportif. «Le projet, une fois réalisé, sera d'un grand apport pour les clubs sportifs de l'Ouest du pays ainsi que d'autres régions, surtout grâce à son emplacement qui n'a rien à envier aux autres sites sportifs des pays voisins où se rendent annuellement nos équipes sportives pour s'y préparer contre des sommes colossales en devises», s'est encore réjoui M. Gharbi. **Hania Y.**

CNMA

# La micro-finance, nouveau mécanisme pour accompagner agriculteurs et éleveurs

■ La micro-finance, destinée aux petits agriculteurs, entrera en service dans «quelques mois», a déclaré, lundi à Jijel, le directeur général de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), Cherif Benhabiles.

Par Lamine B.

Le même responsable a précisé, en marge de l'inauguration d'une nouvelle agence de la CNMA, dans la commune de Ziama Mansouria, que ce nouveau mécanisme proposé par cette caisse vise à accompagner les petits agriculteurs pour développer et diversifier leurs cultures par le biais de prêts accordés aux agriculteurs et éleveurs affiliés à la CNMA, en vue de bénéficier d'un véritable accompagnement qui évitera aux concernés d'être totalement dépendants de l'Etat. M. Benhabiles a également ajouté que le nouveau mécanisme de financement proposé est actuellement au niveau du ministère concerné pour avis, avant de procéder à sa mise en œuvre «prochainement». Faisant savoir, par ailleurs, que la CNMA œuvre depuis des années pour trouver de nouveaux mécanismes afin d'attirer les agriculteurs et les éleveurs pour les protéger contre les risques naturels et les catastrophes, et bénéficier des nouveaux avantages offerts par la Caisse, ce même responsable a affirmé que le nombre d'assurés s'élève à 26% alors qu'il était de 6% seulement il y a 4 ans. Un taux qu'il a toutefois considéré comme «faible» par rapport au nombre de personnes activant dans le secteur de l'agriculture. Pour y remédier, de nouvelles politiques ont été adoptées pour se rapprocher des agriculteurs et des éleveurs, à travers notamment l'ouverture de nouvelles agences de la CNMA à travers le pays, dans le cadre de la politique du rapprochement engagé par la Caisse ces dernières années conformément au principe de proximité, a indiqué le même responsable. Il convient de noter que la Caisse nationale de mutualité agricole est désor-



mais présente dans la wilaya de Jijel avec l'ouverture d'une agence dotée de 4 antennes dans la

commune de Ziama Mansouria, avant l'ouverture de 2 autres «avant la fin de l'année» dans les

communes de Jijel et Texenna dans un deuxième temps, puis sur l'ensemble du territoire de la

wilaya durant l'année 2020.

L. B./APS

Carburant

## Les raffineries de pétrole en Algérie «suffisent» pour couvrir la demande nationale

Les raffineries de pétrole en Algérie «suffisent» pour couvrir la demande nationale en carburant, estimée à 15 millions de tonnes, a affirmé, lundi à Chlef, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab. Répondant à la question d'un journaliste sur l'importation du carburant, Mohamed Arkab a déclaré que les raffineries existantes à l'échelle nationale sont «suffisantes pour couvrir la demande estimée à 15 millions de tonnes». «Depuis fin 2018, nous n'avons effectué aucune importation de carburant, et toute la production disponible sur le marché est algérienne», a-t-il souligné. Lors d'une inspection, dernièrement, à la raffinerie de Sidi R'cine à Alger, le

ministre de l'Energie avait déclaré que la réhabilitation des raffineries de pétrole en Algérie, conformément aux normes internationales, devrait permettre de renforcer les capacités nationales de production, et de ne plus importer de carburant. «Cette opération (réhabilitation) nous conduira inévitablement à réaliser un excédent de production, qui pourra faire l'objet d'exportation, à l'avenir», avait-il ajouté. Mohamed Arkab a recommandé, à ce titre, le relèvement des capacités de stockage de carburant dans la wilaya de Chlef, «ne dépassant pas les deux jours actuellement». «Il faut revoir les projets dans ce domaine, en vue d'égaliser la moyenne

nationale qui est de 18 jours», a-t-il recommandé. Concernant l'incendie qui s'est déclaré dernièrement à la raffinerie d'Arzew (Oran), le ministre de l'Energie a assuré que l'entreprise Sonatrach a pris en charge tous les employés blessés, tout en se félicitant de l'«intervention rapide et de la maîtrise technique qui ont permis d'éviter le pire», selon lui. Durant sa visite de travail à Chlef, le ministre avait procédé à l'inauguration d'un nouveau siège de l'entreprise Naftal et d'un transformateur de haute tension (220/400 kVt), avant une inspection à l'entreprise «Nourgaz».

Moha N.

Pétrole

## Le panier de l'Opep grimpe à 64,27 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est élevé lundi à 64,27 dollars le baril, contre 62,93 dollars la veille, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web. Lundi, les prix du pétrole ont terminé en hausse, soutenus par la montée des tensions dans le détroit d'Ormuz après la saisie par l'Iran d'un tanker britannique. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre s'est apprécié de 79 cents ou 1,3%, pour terminer à 63,26 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août, dont c'est le dernier jour de cotation, a gagné 59 cents, ou 1,1%, pour finir à 56,22 dollars. La semaine dernière, le Brent et le WTI avaient respectivement perdu 6,4% et 7,6%. Mais les cours du brut ont commencé à se redresser en fin de séance vendredi, quand l'Iran a annoncé avoir «confisqué» Le Stena Impero, un pétrolier

battant pavillon britannique, alors qu'il circulait dans le détroit d'Ormuz, théâtre de tensions depuis plusieurs mois. Ce point de passage est stratégique pour le commerce mondial de pétrole puisqu'y transite, selon l'Agence américaine d'informations sur l'Energie, l'équivalent de 21% de la consommation mondiale de produits pétroliers. Toutefois, «vu (la baisse de la semaine dernière) et les tensions grandissantes entre les pays occidentaux et l'Iran à propos de tankers saisis, la réaction des prix aujourd'hui est relativement discrète», a commenté un analyste. «La réponse modérée du marché est sans doute liée au fait que l'Iran n'a pour l'instant procédé qu'à de petites provocations et n'a pas commis de gestes grandioses pouvant vraiment perturber la navigation dans le détroit», a décrypté un spécialiste. «Les courtiers ne pensent pas que tous ces accrochages vont déboucher sur un conflit majeur». Par ailleurs, «tout le monde part du principe que l'offre est

abondante sur le marché mondial et que toute perturbation pourrait facilement être compensée», a-t-il ajouté. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui détient des stocks d'urgence, s'est d'ailleurs dite lundi «prête à agir» à la suite des tensions dans le détroit d'Ormuz, mais a assuré que le marché pétrolier était pour l'instant bien approvisionné, «avec une production de pétrole qui excède la demande au premier semestre». Dans le même temps, les investisseurs jugent depuis plusieurs mois que la guerre commerciale menée par les Etats-Unis, notamment à l'encontre de la Chine, va pénaliser la croissance mondiale et donc la demande d'or noir à venir. Dans ce contexte, la décision début juillet de l'Opep et ses alliés de prolonger leur accord de réduction de la production jusqu'en mars 2020 n'a pas permis de soutenir durablement les prix. Pour rappel, l'Opep et ses dix partenaires ont décidé, début juillet, de prolonger leur accord de réduction de la production

pour une durée de 9 mois à partir du 1<sup>er</sup> juillet, tout en adoptant une charte de coopération. L'Organisation avait convenu, en décembre 2018, avec dix pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lyes F.

## Barrage de Souk Tleta (Tizi-Ouzou)

# Réception repoussée à 2021 pour des contraintes techniques

■ La réception du projet du barrage de Souk Tleta situé sur Oued Bougdoura, dans la commune de Tadmait, à 17 km à l'ouest de Tizi-Ouzou, prévue pour 2020 sera repoussée à 2021, en raison de contraintes techniques, a annoncé lundi, le wali Mahmoud Djamaa.

Par Amel L.

Le chef de l'exécutif local qui a effectué une visite d'inspection et de travail sur le site du barrage, a été informé sur place que le taux d'avancement global des travaux est de 63%. La date d'achèvement prévue pour le 1<sup>er</sup> semestre 2020 ne pourrait être honorée en raison de ces contraintes techniques, ont expliqué au wali, les représentants de l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT) et de l'entreprise réalisatrice à savoir le groupement turc Nureol/Ozaltin. Parmi ces contraintes techniques le représentant de l'ANBT a cité le manque de matériaux alluvionnaires pour remblais de barrage. «Les services des mines de la wilaya de Tizi-Ouzou ont émis un avis défavorable pour l'exploitation de la carrière de Assi Youcef, située à l'intérieur du Parc national du Djurdjura», a-t-il expliqué. Pour contourner cette contrainte une nouvelle conception du

corps du barrage principal est établie et consiste à remplacer les matériaux alluvionnaires sus mentionnés, partiellement par les enrochements et les grés. La mise en eau du barrage est conditionnée par la réalisation de la déviation définitive des routes RN25 et CW128. L'ANBT a été chargée de la réalisation de la déviation définitive par le premier ministre, a-t-on appris sur place. Le tracé de cette déviation est d'une longueur totale de 2 960 m. S'agissant d'un problème lié au logement des familles qui habitent sur le site du projet, et qui

est l'une des principales contraintes à lever pour libérer le projet et permettre à l'entreprise d'augmenter la cadence des travaux, le wali a été informé par l'ANBT que «le retard dans le logement de ces habitants a engendré un retard considérable dans l'avancement du projet». Le projet des 271 logements en cours de réalisation dans la commune de Tadmait et dont les travaux ont atteint un taux de 74%, accuse un retard considérable. L'Entreprise réalisatrice a été mise en demeure pour renforcer le chantier par des sous-traitants



de taille pour la livraison rapide de la première tranche de 118 logements pour pouvoir libérer les zones des travaux. Lors de cette même visite de travail M. Djamaa a reçu les représentants des familles expropriés et a écouté leurs doléances qui portent notamment sur l'accélération des travaux de reconstruction de leurs logements afin qu'ils puissent en bénéficier dans les meilleurs délais. Ils ont aussi soulevé le problème de logement des célibataires dans un programme d'habitat rural grou-

pe. Le wali a annoncé à ces derniers qu'il présidera la semaine prochaine une séance de travail avec l'entreprise réalisatrice à qui il sera demandé de remettre un planning des travaux précis, réaliste et objectif. Un suivi régulier de l'exécution de ce planning sera assuré par l'administration, a-t-il rassuré ces citoyens.

Par ailleurs, il a donné instruction au directeur des domaines pour prospecter des sites pour l'implantation d'un programme d'habitat rural groupé.

A. L.

## Ouargla/Université Kasdi-Merbah

## Plus de 600 travailleurs d'entreprises socio-économiques formés

Plus de 600 travailleurs d'entreprises ont bénéficié, en vertu de conventions avec l'université Kasdi-Merbah de Ouargla, de formations dans diverses spécialités scientifiques au niveau de cette institution universitaire, a-t-on appris mardi auprès du rectorat. Il s'agit de la formation, au titre de

la saison universitaire clôturée (2018/2019) et dans divers segments liés aux hydrocarbures, de 350 travailleurs de l'entreprise nationale de forage (Enafor) et de 100 autres de l'entreprise nationale des travaux aux puits (ENTP), en plus de la formation de 180 agents agronomes relevant des

directions services agricoles des wilayas du Sud-est du pays. L'université a également enregistré la sortie d'une promotion de 16 cadres, diplômés de Master, après un cursus de deux ans, dans la gestion des enquêtes économiques et financières relevant de la sûreté nationale dans les

wilayas du Sud, a indiqué le vice-recteur chargé des relations extérieures et de la coopération, Mourad Korichi. Ce système de formation à la carte a permis également des sessions d'enseignement, de courtes durées (15 jours à 6 mois) de la langue anglaise et de la comptabilité au profit d'éléments d'entreprises socio-économiques. Le même responsable a fait part, en outre, de la sortie la saison prochaine, dans le cadre d'une convention de coopération entre l'université d'Ouargla et la société algérienne de production de l'électricité, de 17 diplômés de Master en génie électrique qui bénéficieront d'un recrutement direct. Les entités économiques accueillent, pour leur part, les étudiants en stage et assurent un éventuel recrutement de certains promus, a ajouté M.Korichi.

M. O.

## Bordj Bou Arreridj

## Près de 60 ha de forêts et de récoltes ravagés par les flammes

Près de 60 hectares de forêts et de récoltes agricoles ont été ravagés par les flammes, durant les deux derniers jours à travers différentes régions de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, ont rapporté, lundi, les services de la Protection civile. Selon la même source, les feux ont détruits environ 53 ha de pins d'Alep et de chênes verts, dont 25 ha dans la région de Boumessaada, relevant de la commune de Djaâfra et 28 ha

dans le village d'Achabou, commune de Tefreg (40 km au nord de Bordj Bou Arreridj). Les unités de la protection civile sont intervenues pour éteindre un incendie dans la région d'Ouled Rezzouk, dans la commune de Khellil, ayant détruit 5 ha de chêne vert, tandis que l'unité secondaire des daïras de Ain Taghrout et Bir Kasd Ali ainsi que la colonne mobile ont réussi à éteindre l'incendie et à préserver le reste de la forêt, a-t-on

précisé. Les flammes ont également détruit 100 bottes de foin, 6,5 ha de récoltes et 6 autres ha où sont plantés 37 arbres fruitiers dans le village de Besbassa, dans la commune de Bir Kasd Ali, tandis que les fermes voisines ont été sauvées des flammes au moment où 250 bottes de foin ont été détruites par le feu dans le village de Beyata, dans la commune d'El Annacer, a-t-on encore indiqué.

M. Y.

## Pénétrante Djendjen/El Eulma

## Réception l'an prochain des tronçons de Jijel et Sétif

Le ministre des Travaux publics et Transport, Mustapha Kouraba, a affirmé lundi à Mila que les efforts sont déployés actuellement pour permettre la réception la prochaine année des tronçons de Jijel et Sétif de la pénétrante Djendjen/El Eulma et ne restera que le troisième tronçon situé sur le territoire de Mila.

Lors d'une rencontre avec la presse au siège de la wilaya, le ministre a souligné qu'une bonne partie de cette pénétrante sera livrée avec la réception du tronçon de Jijel long de 45 km et celui de Sétif s'étendant sur 50 km de sorte à ce que seul restera le tronçon de 15 km dans la commune de Tassedane Heddada (Mila).

Ce tronçon est en cours de réalisation «avec une minutie particulière au regard de la spécificité du terrain», a relevé le ministre appelant à tirer avanta-

ge des techniques utilisées pour les mettre en œuvre dans d'autres projets.

M. Kouraba a préconisé pour hâter la cadence des travaux de mobiliser des équipes travaillant au système des deux ou trois équipes notamment dans les grands chantiers soulignant à l'occasion l'importance des autoroutes et des voies doubles pour accompagner l'évolution de la

densité du trafic routier et du parc automobile national.

Le ministre a indiqué que des études sont en cours en vue d'étendre le transport par téléphonique notamment aux zones touristiques et urbaine à dense trafic après les résultats concluants des 13 lignes actuellement exploitées.

Concernant la levée du gel sur les autoécoles, le ministre a

indiqué que le dossier actuellement à l'étude sera rendu public «dans les prochains jours».

Il a en outre fait état de l'inscription de 26 opérations mobilisant 31 milliards DA pour son secteur dans la wilaya de Mila insistant sur la nécessité de l'entretien régulier du réseau routier et de la formation des travailleurs.

Le raccordement de la ville de

Mila à l'autoroute Est-ouest est à l'étude au niveau du ministère, a assuré le ministre qui lors de l'inspection du projet de renforcement de la RN-5 «A» dans la commune d'Oued El-Athmania a appelé à «terminer les travaux au plus vite» assurant que le paiement des entreprises de réalisation s'effectuera après qu'elles aient achevé leur travail.

Mahi Y.

## Constantine

## Saisie de plus de 3 quintaux de viandes blanches impropres à la consommation

La direction du commerce de Constantine a procédé lundi à la saisie de pas moins de 3,68 quintaux de viandes blanches impropres à la consommation au niveau d'un point de contrôle, dans la cité El Bir, au chef-lieu de wilaya, a-t-on appris auprès de la direction du secteur.

Selon Fayçal Djeghim, responsable du bureau de contrôle des produits alimentaires de cette même direction, cette quanti-

té importante de viandes blanches impropres à la consommation a été interceptée au niveau d'un point de contrôle de la sûreté nationale.

Ce même responsable a ajouté que cette quantité de viandes blanches a été saisie pour non-respect des règles d'hygiène obligatoires, absence de conditions minimales de conservation et de transport des denrées alimentaires périssables, assurant que la

valeur de cette saisie est estimée à 43 000 dinars, tandis que des procès-verbaux de poursuites judiciaires ont été dressés à l'encontre des contrevenants.

Pour rappel, pas moins de 1,4 quintal de viandes blanches impropres à la consommation a été saisi, jeudi dernier, au niveau des commerces de vente en gros de volailles et d'œufs du marché Boumezou, situé au centre-ville de Constantine.

Tunisie

# La situation sécuritaire du pays est relativement stable

■ Le ministre tunisien de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi, a indiqué, lundi, que la situation sécuritaire du pays est «relativement stable».

Par Racha M.

Le terrorisme n'a pas été complètement éradiqué. Il existe encore des poches de terrorisme sur certaines hauteurs ouest du pays ainsi que des cellules dormantes et des loups solitaires, a-t-il dit au cours d'une séance d'audition devant la commission parlementaire Sécurité et Défense.

Il faut, également, signaler que certains habitants des zones limitrophes des montagnes de l'ouest du pays continuent d'apporter une aide logistique aux terroristes, a-t-il dit.

Zbidi a ajouté que sur les hauteurs de Jendouba, du Kef, de Kasserine et de Jebel Orbata, dans le gouvernorat de Gafsa, «le niveau de menace terroriste demeure sérieux, et ce, à la lumière des informations qui nous parviennent sur les déplacements des groupes de terroristes, soumis à des pressions de la part des unités militaires en coordination avec les forces de sécurité intérieure».

Il a, dans ce sens, rappelé les opérations militaires et sécuritaires réussies, menées en mars et mai derniers, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, citant notamment la mort de l'un des principaux chefs de file des groupes terroristes retranchés sur les hauteurs ouest du pays et l'arrestation de 5 personnes à Jebel Mghilla dans la zone militaire fermée, le 19 juin dernier.

Concernant la situation en Libye et ses régions ouest,

proches des frontières tunisiennes, Zbidi a estimé que celles-ci représentent «un danger pour notre sécurité».

Il a, toutefois, indiqué que la situation sur les frontières demeure sous contrôle, surtout après les mesures sécuritaires prises en la matière et grâce à la surveillance électronique de la frontière sud-est (Ras Jedir-Dhehiba) et à la barrière de sable.

## Démarrage officiel du dépôt des listes candidates aux élections législatives

Le membre de l'Instance supérieure indépendante pour les élections en Tunisie (ISIE), Anis Jarbouii, a indiqué que le dépôt des listes des candidats aux législatives ont démarré à un rythme soutenu dans la matinée de ce lundi dans toutes les représentations de l'instance et se poursuit au 29 du même mois.

Dans une déclaration à l'agence TAP, il a relevé que des instructions ont été données aux instances sectorielles pour les élections (27 en Tunisie et 6 à l'étranger) pour l'application du guide des candidatures qui se base sur les dispositions de la loi sur les élections et référendums de 2014 amendée en 2017.

M. Jarbouii a ajouté que les instances sectorielles procéderont à la vérification des documents papier exigés des candidats, faisant observer que dans le logiciel de gestion des candi-



Abdelkrim Zbidi, ministre tunisien de la Défense nationale

datures, il n'existe pas de cases réservées au bulletin n° 3 (casier judiciaire) ni à la déclaration de patrimoine, deux critères ajoutés à la loi électorale dans sa version amendée et qui n'a pas été paraphée par le président de la République après son adoption en plénière le 18 juin dernier.

Des opérations blanches sur la réception des candidatures ont été effectuées dans certains bureaux régionaux de l'ISIE, à la lumière desquelles de simples modifications ont été apportées au niveau technique, a-t-il précisé. L'examen des listes candidates commence à partir de la date de dépôt et se prolonge trois jours après la fermeture des candidatures, a-t-il expliqué.

En cas de rejet des candidatures, il est possible de recourir, dans une première étape, à la justice avant de saisir le Tribunal administratif. Les élections législatives auront lieu le 6 octobre

2019. L'ISIE avait annoncé l'ouverture de la période électorale à partir du 16 juillet courant, conformément au calendrier fixé précédemment par l'instance.

Le 29 juillet est le dernier délai pour le retrait des candidatures et les listes candidates validées seront annoncées le 30 août 2019, a-t-on précisé.

## L'avion militaire libyen était contraint d'atterrir à Médenine pour manque de carburant

Le ministre tunisien de la Défense, Abdelkrim Zidi, a fait savoir que l'avion militaire libyen qui a atterri lundi matin à Médenine transportait uniquement, selon les données préliminaires, un colonel appartenant au Gouvernement d'entente nationale libyen et l'avion n'avait plus de kérosène pour tenir en vol. Lors d'une séance d'audition

tenue par la commission parlementaire spéciale Sécurité et Défense au siège du Parlement tunisien au Bardo, M. Zbidi, cité par l'Agence TAP, a précisé que «le pilote était contraint d'atterrir sur la route asphaltée parce que l'avion n'avait plus de kérosène pour tenir en vol». Il a ajouté que «le pilote est soumis à un interrogatoire et l'avion a été sécurisé par les forces de l'armée nationale». Le ministre de la Défense a laissé entendre que le pilote colonel pourrait avoir fui la Libye par crainte d'être pris pour cible. Il a assuré, à ce propos, que le pilote n'avait nullement l'intention d'attaquer la Tunisie, insistant en même temps sur l'impératif de protéger davantage les frontières tunisiennes.

M. Zbidi a révélé encore que l'avion en question avait décollé depuis la base aérienne d'Al Watiya qui se trouve à 70 km des frontières tunisiennes, laquelle a été l'objet il y a quelques semaines d'un conflit entre les deux belligérants libyens.

«L'avion volait à très basse altitude et il était très difficile de l'intercepter avec les radars de l'armée», a-t-il ajouté.

Le ministère de la Défense tunisienne a indiqué, lundi matin, avoir intercepté aux environs de 7h30 un avion libyen dans l'espace aérien tunisien, dans la région de Beni Ghzaiel, au sud de Médenine. Le système de surveillance a été alors activé pour intercepter l'engin, sauf que son pilote a été contraint d'atterrir dans la région d'El Jorf el-Ahmar, à Médenine.

Selon un communiqué du département, un avion militaire tunisien s'est dépêché sur les lieux et a pu déterminer que l'avion en question est militaire de type L39 piloté par un colonel.

Dans ses premières déclarations, le militaire libyen avait expliqué que l'appareil a subi une panne, ce qui l'a contraint à effectuer un atterrissage d'urgence.

M. L.

R. M./APS

## Migrations

# Des organisations onusiennes appellent à ne pas renvoyer les personnes secourues en Méditerranée vers la Libye

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont appelé lundi à ne pas renvoyer les personnes secourues en Méditerranée vers la Libye et à ne pas criminaliser les ONG qui viennent à leur secours en mer.

Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, et le directeur général de l'OIM, Antonio Vitorino, ont participé lundi à Paris à une réunion avec des Etats européens, sur la situation en Méditerranée et sur comment prévenir de nouvelles pertes en vies humaines en Libye. Plusieurs ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères d'Etats membres de l'Union européenne (UE) y participaient également. «La violence survenue ces dernières semaines à Tripoli a rendu la situation plus désespérée que jamais, et il faut désormais agir à tout prix», ont alerté MM. Grandi et Vitorino dans une déclaration conjointe publiée après leur participation à la réunion.

Les chefs du HCR et de l'OIM se sont féli-

cités du consensus qui s'est dégagé lors de la réunion sur la nécessité de faire cesser la détention arbitraire des réfugiés et des migrants en Libye. Ils ont souligné qu'un processus de libération ordonnée doit être mis en œuvre pour les personnes détenues dans les centres de détention, et pour les transférer vers des zones urbaines ou vers des centres ouverts. «Cela leur permettra de bénéficier ensuite d'une liberté raisonnable de mouvement, d'un hébergement, d'une assistance et d'une protection contre les violences et les abus», ont-ils dit.

Les hauts-responsables onusiens estiment que les agences humanitaires devront alors pouvoir assurer un suivi indépendant de ces personnes avec un accès régulier et sans entrave auprès d'elles. «Compte tenu des risques d'abus, de mauvais traitements ou de décès, personne ne devrait être renvoyé dans un centre de détention en Libye après avoir été intercepté ou secouru en mer», ont souligné MM. Grandi et Vitorino.

Ils ont également trouvé «encourageant»

l'engagement renouvelé des Etats pour prévenir les pertes en vies humaines dans la mer. «Le statu quo – avec des opérations de recherche et de sauvetage qui sont souvent laissées aux ONG ou aux cargos commerciaux – ne peut pas continuer», ont-ils prévenu, en ajoutant : «Un dispositif de recherche et de sauvetage dirigé par les Etats membres de l'UE est nécessaire, de façon similaire aux programmes que nous avons vus ces dernières années».

Le HCR et l'OIM appellent également les Etats à reconnaître le rôle crucial joué par les ONG. «Les ONG ne devraient pas être criminalisées ni stigmatisées pour avoir sauvé des vies en mer. Les navires de commerce, sur lesquels on compte de plus en plus pour mener des opérations de sauvetage, ne doivent pas être poussés à transférer les personnes secourues auprès des gardes-côtes libyens, ni à les faire débarquer en Libye, un pays dépourvu de ports sûrs», ont de nouveau rappelé MM. Grandi et Vitorino.



## Nucléaire iranien

# Nouvelle réunion à venir sur fond de crise dans le Golfe

■ Téhéran a annoncé hier une nouvelle réunion internationale pour tenter de sauver l'accord sur le nucléaire iranien dans un moment de vives tensions dans le Golfe sur fond de crise des tankers entre la République islamique et la Grande-Bretagne.

Par Rosa C.



PH. > D. R.

«**T**out au long de l'histoire, l'Iran a été le principal gardien de la sécurité et de la liberté de navigation dans le golfe Persique, le détroit

d'Ormuz et la mer d'Oman, et il continuera de l'être», a déclaré le président iranien Hassan Rohani,

selon un communiqué du gouvernement iranien. M. Rohani a tenu ces propos lors d'une rencontre à Téhéran lundi soir avec le Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi. «Les problèmes de la région doivent être résolus par le dialogue, la négociation et la coopération entre [...] pays de la région», a estimé M. Rohani selon la présidence iranienne. Région stratégique pour l'approvisionnement mondial en pétrole, le Golfe traverse une nouvelle période de turbulences. Celles-ci sont liées à l'exacerbation des tensions entre Téhéran et Washington depuis le retrait unilatéral américain, en mai 2018, de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu à Vienne en 2015. Washington a ensuite rétabli de très lourdes sanctions économiques contre l'Iran. Depuis mai, des sabotages et attaques de navires dans le Golfe – imputées par les États-Unis à l'Iran qui a démenti – mais également la destruction d'un

drone américain par l'Iran ont encore fait monter la pression. Avec la saisie vendredi par l'Iran du Stena Impero, pétrolier suédois battant pavillon britannique, quinze jours après l'arraisonnement d'un navire-citerne iranien par les autorités britanniques au large de Gibraltar, la crise s'est compliquée. La Grande-Bretagne est en effet un des trois États européens parties à l'accord de Vienne. Selon Téhéran, une nouvelle «réunion extraordinaire» pour tenter de sauver ce pacte aura lieu à Vienne le 28 juillet entre les États parties (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne Iran et Russie). Par cet accord, Téhéran s'est engagé à ne jamais se doter de l'arme atomique et a accepté de brider son programme nucléaire et de subir un régime d'inspection très strict en échange d'un allègement des sanctions internationales. Mais le rétablissement des sanctions américaines à partir d'août 2018 et la politique de «pression maximale» menée par Washington ont fait plonger l'économie iranienne dans une violente récession et privent le pays des bénéfices économiques qu'il escomptait du pacte. Pour rester partie à l'accord, l'Iran exige de ses partenaires, et en premier lieu des Européens, qu'ils prennent des mesures efficaces pour garantir ses intérêts. Il demande qu'ils l'aident à contourner l'embargo américain, tout particulièrement en lui permettant de vendre son pétrole à l'étranger. En riposte à la décision américaine de quitter l'accord et pour contraindre les Européens à des mesures concrètes, l'Iran a commencé à s'affranchir de certains de ses engagements. L'Iran ne respecte ainsi plus la limite imposée par l'accord à ses réserves d'uranium enrichi (300 kg) et le pla-

fond l'empêchant d'enrichir l'uranium à un degré de pureté supérieur à 3,67%. Jusqu'à ces décisions, l'Iran avait respecté ses engagements, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Téhéran menace de franchir une étape supplémentaire début septembre si ses demandes ne sont pas remplies. Mais en face, ses partenaires ne cessent d'exhorter l'Iran à continuer de «respecter pleinement» l'accord. Lundi, le ministre des Affaires étrangères britannique Jeremy Hunt a annoncé vouloir mettre en place «aussi vite que possible une mission de protection maritime dirigée par les Européens dans la région du Golfe». Mais a-t-il insisté, cette mesure ne fait «pas partie de la politique des États-Unis de pression maximum sur l'Iran parce que nous restons déterminés à préserver l'accord nucléaire». Téhéran n'avait pas réagi à ces propos hier à la mi-journée. Selon le porte-parole de la diplomatie iranienne, le vice-ministre des Affaires étrangères Abbas Araghchi est en route pour la France où il doit délivrer un message écrit de M. Rohani à son homologue français Emmanuel Macron. M. Macron et M. Rohani se sont entretenus à plusieurs reprises par téléphone ces dernières semaines. Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique de M. Macron a rencontré M. Rohani le 9 juillet dans le cadre d'une visite voulue par Paris pour faire baisser la tension. La télévision iranienne a diffusé hier des images de l'équipage du Stena Impero retenu à bord du navire au large du port de Bandar Abbas (sud). On voit les 23 hommes, majoritairement indiens, assis autour d'une table ou s'adonnant à des tâches quotidiennes.

R. C.



## Commentaire

Gaffes

Par Fouzia Mahmoudi

**B**ien avant l'arrivée de Donald Trump, un homme politique à la chevelure blonde distinctive se faisait connaître par ses déclarations à l'emporte-pièce et ses réactions sanguines face à l'actualité. Boris Johnson qui a été le maire de la ville de Londres pendant plus de dix ans et qui n'a cessé depuis son arrivée en politique d'enchaîner les polémiques a finalement réussi à mettre le pied à Downing Street. En effet, l'un des plus fervents militants du Brexit a été désigné hier par les militants du Parti conservateur britannique pour succéder à la Première ministre Theresa May. Il va désormais tenter de réussir là où son prédécesseur a échoué : mettre en œuvre la sortie de l'Union européenne (UE). L'ancien maire de Londres et ex-ministre des Affaires étrangères, qui était opposé à l'actuel chef de la diplomatie britannique Jeremy Hunt, a remporté 66% des voix des quelque 159 000 membres du parti qui se sont exprimés. Il devient donc chef des tories et prendra officiellement ses fonctions cet après-midi après une visite à la reine Elizabeth II. Ce résultat marque l'arrivée au pouvoir des brexiters, certains d'entre eux n'ayant jamais digéré que Theresa May, pro-maintien dans l'UE pendant la campagne pour le référendum du 23 juin 2016, soit retenue pour conduire le pays hors de l'Union européenne. C'est une victoire personnelle pour le député conservateur de 55 ans, dont les nombreuses gaffes, excès et autres déclarations intempestives ces trente dernières années ont parfois semblé menacer les rêves de grandeur qu'il cultive depuis toujours. Le défi qui l'attend est de taille, sans équivalent pour un dirigeant britannique depuis la Seconde Guerre mondiale : mettre en œuvre le Brexit, sans exacerber les profondes divisions sur la question, devenue le centre de gravité de la société britannique. Une mission à laquelle Theresa May a tristement échoué, manquant à trois reprises à faire accepter aux députés l'accord de sortie qu'elle avait conclu en novembre avec Bruxelles, ce qui l'a poussée à la démission. La volonté de Johnson de quitter l'UE coûte que coûte hérisse toutefois ceux, y compris dans son propre camp, qui souhaitent le maintien de liens étroits avec le continent, et qui redoutent les conséquences économiques d'un «no deal», synonyme de retour de formalités douanières. Le ministre des Finances, Philip Hammond, a ainsi prévenu qu'il ferait «tout» pour empêcher ce scénario, ne semblant pas exclure de contribuer à faire tomber le futur gouvernement de Boris Johnson. À l'instar de plusieurs autres ministres, le chancelier de l'Échiquier a indiqué qu'il mettrait un point d'honneur à démissionner avant même la fin officielle du gouvernement de Theresa May, laissant augurer des difficultés à venir pour Boris Johnson. Ce dernier n'a ainsi pas beaucoup de temps pour faire ses preuves, étant attendu au tournant sur sa gestion du Brexit, et surtout en connaissant son caractère sanguin et impulsif, Johnson risque de rapidement dire ou faire quelque chose qui créera un nouveau scandale. La question étant de savoir de quelle ampleur et si cela mettra en danger sa position à Downing Street qu'il convoite depuis si longtemps et qui a failli lui échapper à cause des dernières polémiques dans lesquelles il s'est retrouvé empêtré ces dernières semaines.

F. M.

## Yémen

### L'arsenal des rebelles, menace directe pour l'Arabie saoudite

**M**issiles balistiques, drones et autres équipements militaires : les rebelles Houthis au Yémen sont parvenus à se doter d'un véritable arsenal, au point de menacer sérieusement l'Arabie saoudite voisine, l'un des plus grands acheteurs d'armes dans le monde, estime des experts. En juin, les rebelles ont lancé 20 attaques contre l'Arabie saoudite. La défense anti-aérienne saoudienne a réussi à intercepter certains missiles et drones mais l'aéroport international d'Abha (sud) a été touché, causant la mort d'un civil et blessant 21 autres. «Il y a eu un important renforcement des capacités militaires des Houthis (...) notamment en ce qui concerne les missiles balistiques et les drones», relève Andreas Krieg, professeur au King's

College de Londres. Selon M. Krieg, leurs «capacités actuelles sont supérieures à celles dont disposaient les forces armées yéménites avant le début de la guerre». Le conflit au Yémen oppose les rebelles, soutenus par l'Iran, aux forces pro-gouvernementales, appuyées depuis 2015 par une coalition militaire dirigée par Ryad, grand rival régional de Téhéran. Début juillet, les Houthis ont présenté un drone bombardier, le «Sammad 3», et un missile de croisière, dénommé «Al-Qods», à l'occasion d'une cérémonie marquant le 5<sup>e</sup> anniversaire du début de la guerre, tenue dans un lieu secret. Sur une vidéo diffusée par les Houthis, des chefs rebelles passent en revue au moins une quinzaine de modèles de ces nouveaux mis-

siles et drones. Le «Sammad 3» dispose d'un rayon d'action de 1 500 km, affirment les rebelles, ce qui pourrait leur permettre d'atteindre n'importe quelle cible en Arabie saoudite et dans plusieurs régions des Emirats arabes unis et d'Oman. Lors de la cérémonie, ces armes, de différente taille et couleur, ont été dévoilées l'une après l'autre. Etait écrit en anglais en grosses lettres : «Made in Yemen». L'AFP n'a pas pu établir de source indépendante si les armes des rebelles ont été développées par leurs propres moyens. Ryad et Washington accusent Téhéran de fournir aux Houthis l'expertise, les plans et l'entraînement pour mettre leurs drones au point.



Prévu du 28 au 30 juillet courant

# Rim'K en tournée en Algérie

■ Les passionnés de rap seront au rendez-vous en cette fin de juillet avec le rappeur français Rim'K. C'est dans le cadre d'une mini-tournée prévue du 28 au 30 juillet que l'artiste rencontrera ses fans le 28 juillet à Timgad, le 29 à Alger et le 30 à Oran.



Par Abia Selles

**L**e rappeur français Rim'K est en mini-tournée en Algérie en cette fin de juillet. L'artiste, qui compte un grand nombre de fans en Algérie, est très attendu depuis la diffusion de l'information.

Cette mini-tournée commencera à partir de Batna où le rappeur anime une soirée artistique au théâtre antique de Timgad. Le choix de cette ville est par rapport à la disponibilité d'un grand espace pour accueillir le plus grand nombre de public.

Le deuxième rendez-vous sera à Alger. Prévu pour le 29 juillet, cette soirée sera organi-

sée au Casif de Sidi Fredj. Ce dernier accueille depuis le début de la saison estivale des soirées musicales avec des artistes des quatre coins du pays. En effet, c'est la musique algérienne qui est à l'honneur dans cet espace artistique depuis l'année dernière.

Les fans de Rim'K pourront assister à son spectacle le 30 juillet courant à l'hôtel «Méristien» de la ville d'Oran. Il s'agit d'un endroit où les Oranais ont pris coutume d'assister aux rendez-vous artistiques les plus attendus.

De son vrai nom Abdelkrim Brahmi-Benalla, l'enfant de Vitry-sur-Seine et un des membres de 113 sera au-devant de la scène pour le plus grand plaisir de ses admirateurs.

C'est à partir de 2004 que Rim'K lance sa carrière solo avec l'album «L'Enfant du pays», après avoir marqué l'histoire du rap français dans les années 1990 grâce au groupe mythique 113.

Il est à rappeler que cette mini-tournée en Algérie s'inscrit dans le cadre d'une tournée internationale que Rim'K a commencée depuis le 12 juillet. À la fin du mois courant, Rim'K aura assuré son programme en Algérie, en France et en Espagne.

A. S.

Théâtre du Casif de Sidi Fredj

## Mise en place d'un planétarium mobile

**U**n nouveau planétarium mobile, permettant la projection de films documentaires scientifiques en 360 degrés, a été installé lundi au niveau du Casif de Sidi Fredj à Alger, annonce l'Office national de la culture et de l'information (Onci). Cette nouvelle acquisition de l'Onci, installée pour deux semaines à l'entrée du théâtre du Casif, accueille la projection de 16 films documentaires, dont «L'Etoile polaire», «Planète» ou encore «Nous les étoiles», à raison de deux séances par soir. D'une capacité de 20 à 25 enfants, le planéta-

rium mobile est une structure gonflable en forme de dôme avec un projecteur central au sol permettant de diffuser des films en 360 degrés sur les parois de la structure. Le directeur de l'Onci, Mourad Ouadahi, annonce que le planétarium sera «installé à Oran au mois d'août» afin d'accompagner le programme d'animation musicale organisé par l'Office dans ces deux villes pendant la saison estivale. A partir du mois de septembre le planétarium mobile sera installé «dans les villes des Hauts-Plateaux puis dans celles du Sud au

mois d'octobre». L'Office vise l'organisation de projections et ateliers en collaboration avec des établissements scolaires, universitaires ou touristiques. Les projections devraient être également accompagnées d'ateliers d'observation en astronomie en partenariat avec le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) qui a assuré la formation des animateurs, a-t-il ajouté. Une première opération similaire s'était tenue en mai dernier au niveau du complexe culturel Abdelwahab-Stim à Tipasa.

F. H.

Afin de promouvoir et réhabiliter l'artisanat

## Boumerdès accueille de nouvelles infrastructures culturelles

**T**rois nouvelles infrastructures devant concourir à la promotion du secteur de l'artisanat à Boumerdès seront mises en service prochainement, a-t-on appris lundi auprès du directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya. Ces projets, inscrits au titre du plan de wilaya pour la promotion de la profession, sont «impatiemment» attendus par les artisans de la wilaya au vue de leur «importante contribution dans l'organisation de la profession, mais surtout la préservation des produits de l'artisanat local et leur commercialisation», a déclaré Kamel Eddine Bouam lors d'un point de presse consacré à la présentation des activités du secteur pour

le premier semestre 2019. Il a cité, en premier lieu, le projet du centre de l'artisanat et des métiers en réalisation au centre-ville de Boumerdès, avec un «taux d'avancement estimé à 80%, et une prévision de réception et mise en service pour fin 2019», a-t-il signalé. Inscrit à la réalisation au titre du quinquennal 2010/2014, ce projet a accusé un grand retard, dû essentiellement à un problème de foncier, avant d'être gelé en 2015 dans le cadre de la politique de rationalisation des dépenses publiques. Son chantier a été relancé durant cette année 2019. Cet établissement, bâti dans un style arabo-islamique, englobera de nombreux ateliers de travail, outre

une multitude d'espaces d'exposition et de vente des produits et œuvres des artisans, alors que d'autres seront dédiés à la formation et aux activités multiples du secteur, a indiqué le même responsable. L'autre projet d'importance attendu par le secteur à Boumerdès est représenté par le centre d'artisanat et des métiers de la ville de Dellys (Est de Boumerdès). Le chantier de la structure, édifiée selon une architecture respectueuse de l'histoire de la région, a été achevé dernièrement, dans l'attente de sa mise en service officielle «prochainement», a souligné M. Bouam. La bâtisse englobera, en tout, 18 espaces de production, d'exposition et de vente, en plus

d'ateliers de formation. Selon les objectifs qui lui ont été fixés, ce centre sera principalement dédié à la réhabilitation et revalorisation de l'artisanat de la vannerie, une spécialité artisanale réputée à Dellys, et qui, de plus, exploite des matières premières propres et amies de l'environnement. Un troisième centre d'artisanat et des métiers a été également réalisé dernièrement à Bordj Menail (Est de Boumerdès). «Sa mise en service est programmée pour très bientôt», a assuré le même responsable. La structure compte 15 espaces de production, d'exposition et de vente, en plus d'ateliers de formation.

L. B.

Festival de Mostra de Venise

## Mick Jagger sera de retour au cinéma

**L**a rock-star britannique Mick Jagger fera son retour au cinéma à la Mostra de Venise (28 août -7septembre), où il présentera en clôture du festival «The Burnt Orange Heresy», thriller dont l'intrigue se déroule dans le monde de l'art.

Signé de l'Italien Giuseppe Capotondi, «The Burnt Orange Heresy», qui adapte le roman éponyme de l'Américain Charles Willeford, met aussi en scène le Canadien Donald Sutherland, le Danois Claes Bang et l'Australienne Elizabeth Debicki («Vita et Virginia»), indiquent les organisateurs de la Mostra. Mick Jagger, charismatique leader

des Rolling Stones qui fêtera ses 76 ans vendredi, a repris le 21 juin à Chicago la tournée américaine «No Filter Tour» du groupe, interrompue deux mois plus tôt en raison de ses problèmes de santé, qui l'ont contraint à subir une intervention de remplacement d'une valve cardiaque.

Pour son retour sur grand écran, le «papy du rock» incarne un riche collectionneur d'art (Joseph Cassidy), obsédé par le peintre solitaire Jérôme Debney (Donald Sutherland), qui va proposer à un couple d'amoureux de rencontrer Debney en échange du vol d'un chef-d'œuvre de l'atelier de l'artiste.

Le film sera projeté le 7 septembre sur le Lido de Venise, en première mondiale et en clôture de la 76<sup>e</sup> Mostra.

Rock-star planétaire, Mick Jagger compte une dizaine de longs métrages à son actif en tant qu'acteur, sa dernière apparition dans un film de fiction remontant à 2001 avec «The Man from Elysian Fields» («Les âmes perdues»), de George Hickenlooper.

Son énergie légendaire était aussi au cœur du documentaire hommage consacré aux Rolling Stones «Shine a Light» en 2008 et réalisé par l'Américain Martin Scorsese.

M. K.

### AGEND'ART

**Musée d'art moderne d'Oran**  
Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

**Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger**  
Jusqu'au 31 juillet :

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek - Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

**Théâtre de verdure Laâdi-Flici**

Jeu 25 juillet à 21h :

Smart Prod et probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

**Esplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran**

Jeu 1<sup>er</sup> août à 21h :

Smart prod et probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

**Galerie Baya du Palais de la Culture Moufidi-Zakaria**  
Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».



CAN 2019/ Algérie

# Bounedjah et Belaïli honorés par le wali d'Oran

■ Une réception officielle en l'honneur des deux internationaux algériens, Baghdad Bounedjah et Youcef Belaïli, a été organisée lundi à Oran par le premier responsable de cette ville qui a enfanté les deux joueurs sacrés champions d'Afrique avec la sélection algérienne de football, vendredi passé au Caire.

Le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, s'est déclaré, dans son allocution, «fier de la contribution de deux joueurs issus de la capitale de l'Ouest du pays dans le sacre continental que toute l'Algérie attendait depuis 29 ans».

Les Verts, que rares avaient donné cher de leur peau avant cette 23<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), ont remporté haut la main le deuxième trophée de l'Algérie dans cette compétition abritée par l'Egypte, un trophée qui s'ajoute au premier sacre obtenu en 1990 à Alger.

«A travers les deux joueurs, je tiens à transmettre un message de haute considération de la population d'Oran à toute la composante de la sélection algérienne qui a défendu corps et âme les couleurs nationales lors du rendez-vous africain», a poursuivi le wali.

Il a en outre rappelé le parcours des deux joueurs qui ont débuté dans un petit club d'Oran, à savoir le RCG Oran, «avant de gravir des échelons et devenir des stars du football africain», s'est-il réjoui.

Appelant la jeune génération à faire de Belaïli et Bounedjah un «modèle» dans leur carrière sportive, M. Cherifi a estimé au passage qu'Oran «a toujours été un réservoir de talents ayant tout le temps alimenté la sélection



nationale de joueurs de valeur».

Pour sa part, Belaïli (ES Tunisie) s'est dit «honoré par l'accueil officiel et populaire que lui a été réservé ainsi que tous ses coéquipiers à Alger», tout en s'engageant à tout donner encore «pour procurer d'autres moments de joie au peuple algérien».

Même son de cloche chez son ami et coéquipier en équipe nationale, Bounedjah, le buteur d'Al-Sadd de Qatar, qui s'est dit

aussi «surpris» par cet accueil, aussi bien à Alger qu'à Oran, ajoutant qu'il était «très heureux de contribuer à ce sacre africain qui a rendu tout un peuple heureux alors qu'il avait avide de fêter des consécrations sur le plan international depuis plusieurs années».

A l'issue de cette cérémonie, à laquelle ont assisté, entre autres, les autorités civiles et sécuritaires de la ville, ainsi que le champion d'Afrique avec la

sélection algérienne en 1990, Si Tahar Cherif El Ouezzani, des cadeaux symboliques ont été remis aux deux joueurs qui se sont dirigés par la suite vers l'esplanade du jardin Sidi M'hamed où un gala artistique a été organisé en leur honneur, en présence d'une foule très nombreuse composée de jeunes et de familles.

R. K.

Transfert  
**Zakaria Naidji (Paradou) convoité par le club de Vicente**



L'ATTAQUANT international algérien du Paradou AC, Zakaria Naidji, pourrait s'engager avec Gil Vicente, nouveau promu du championnat de football portugais de première division, a rapporté le site DZFoot.com, citant le média portugais «Ojogo». Naidji, meilleur buteur du championnat d'Algérie de Ligue 1 la saison écoulée avec 20 buts, a entamé la préparation de la nouvelle saison avec son club qui ne compte pas lâcher son joueur à moins de 2 millions d'euros. Selon le média portugais, les dirigeants de Gil Vicente «aurait proposé 1,2 million d'euros pour s'attacher les services du joueur algérien, et les discussions entre les responsables des deux clubs restent ouvertes».

Zakaria Naidji, âgé de 24 ans, était annoncé, après la fin de saison, partant pour le CSKA Moscou qui était intéressé par ses services. Le Paradou AC a terminé sa seconde saison en Ligue 1 du Championnat en 3<sup>e</sup> position, derrière le champion, l'USM Alger et la JS Kabylie (2<sup>e</sup>).

Il jouera sous la direction de Vahid Halilodzic  
**Mehdi Abeid s'engage avec le FC Nantes**



LE DÉFENSEUR algérien Mehdi Abeid, sacré champion d'Afrique 2019 avec les Verts, s'est engagé avec le FC Nantes jusqu'en 2022, a annoncé lundi le club français. Abeid (26 ans) arrive libre chez les Canaris, son précédent bail de trois ans avec Dijon étant arrivé à son terme. Mehdi Abeid portera le N.11 à Nantes, précise le club, où il jouera sous la direction de Vahid Halilodzic, ancien sélectionneur de l'Algérie entre 2011 et 2014.

## Classement Fifa du mois de juillet L'Algérie devrait se hisser à la 40<sup>e</sup> place

L'Algérie devrait faire un bond d'une trentaine de places pour se hisser à la 40<sup>e</sup> position au prochain classement de la Fifa prévu jeudi prochain, selon les derniers calculs de la Fédération internationale de football (FIFA), suite à la consécration des Verts à la Coupe d'Afrique des Nations 2019. Installés à la 68<sup>e</sup> place mondiale (12<sup>e</sup> africaine), les champions d'Afrique algériens devront être logiquement les plus grands bénéficiaires du prochain classement Fifa pour la Zone Afrique du 25 juillet.

Les partenaires de Riyad Mahrez devraient gagner 28 places pour se hisser au 40<sup>e</sup> rang mondial et à la 4<sup>e</sup> place continentale juste devant le Maroc (5<sup>e</sup>).

L'Algérie avait été sacrée championne d'Afrique pour la deuxième fois vendredi soir au Caire contre le Sénégal (1-0).

Il y aura plusieurs réaménagements dans le premier classement mensuel des nations post-CAN déterminant les meilleures nations du mois de juillet 2019.

Il convient de noter également que d'après les statistiques de la Fifa, la sélection nationale du Sénégal continuera de trôner sur l'Afrique tandis que la Tunisie (2<sup>e</sup>) et le Nigeria (3<sup>e</sup>) compléteront toujours le Top 3 africain. Viendront ensuite l'Algérie (4<sup>e</sup>), le Maroc (5<sup>e</sup>) et l'Egypte (6<sup>e</sup>) qui devanceront le Ghana (7<sup>e</sup>), le Cameroun (8<sup>e</sup>) la RD Congo (9<sup>e</sup>) et enfin la Côte d'Ivoire (10<sup>e</sup>).

**Ci-après le probable Top 20 africain des mois de juin et juillet 2019 :**

- 1) Sénégal (20<sup>e</sup> mondial)
- 2) Tunisie (28<sup>e</sup>)
- 3) Nigeria (33<sup>e</sup>)

- 4) Algérie (40<sup>e</sup>)
- 5) Maroc (41<sup>e</sup>)
- 6) Egypte (49<sup>e</sup>)
- 7) Ghana (51<sup>e</sup>)
- 8) Cameroun (53<sup>e</sup>)
- 9) RD Congo (56<sup>e</sup>)
- 10) Côte d'Ivoire (57<sup>e</sup>)
- 11) Mali (59<sup>e</sup>)
- 12) Burkina Faso (61<sup>e</sup>)
- 13) Afrique du Sud (70<sup>e</sup>)
- 14) Guinée (75<sup>e</sup>)
- 15) Cap-vert (76<sup>e</sup>)
- 16) Ouganda (80<sup>e</sup>)
- 17) Zambie (81<sup>e</sup>)
- 18) Bénin (82<sup>e</sup>)
- 19) Gabon (90<sup>e</sup>)
- 20) Congo (91<sup>e</sup>)
- ...
- 21) Madagascar (95<sup>e</sup>).

Volley / Championnat d'Afrique 2019

## Victoire de l'Algérie devant la RD Congo (3-0)

La sélection algérienne de volley-ball (messieurs) a réussi son entrée en lice au Championnat d'Afrique des nations 2019, en dominant la RD Congo sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 25-19, 25-19), en match

comptant pour la 2<sup>e</sup> journée du groupe A, disputé lundi à Tunis.

Exempté de la 1<sup>re</sup> journée disputée dimanche, le Six national a joué hier son 2<sup>e</sup> match hier (20h00), face au tenant du titre, la Tunisie, avant d'affronter le

Tchad puis le Botswana.

Le deuxième match du groupe A oppose la Tunisie au Botswana, alors que le Tchad est exempté de cette journée.

Lors de la 1<sup>re</sup> journée, la Tunisie a battu le Tchad (3-0: 25-

15, 25-11, 25-11) et la RD Congo s'est imposée devant le Botswana (3-0: 25-11, 25-18, 25-14). Le groupe B du tournoi regroupe l'Egypte, le Cameroun, le Burundi, le Maroc et le Congo.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte contre la criminalité

## Interpellation de plusieurs individus dans trois wilayas

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale ont arrêté plusieurs individus dans trois wilayas du pays et ce, pour différents délits, indique mardi un communiqué de ce corps de sécurité. Ainsi, dans la wilaya de Tlemcen et agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de Boukanoune ont interpellé lors d'un service de police de la route exécuté sur la RN.07A reliant Maghnia à Marsa-Ben-M'hidi, quatre personnes âgés de 20, 21 et 25 ans, à bord d'un véhicule en possession de 4 faux billets de banque en coupures de 1 000 DA.

A Biskra et lors d'un service de police de la route exécuté sur la RN.03 reliant Biskra à El-Oued, les gendarmes de la brigade locale ont interpellé un individu âgé de 36 ans, qui transportait à bord d'un fourgon 4188 flacons de parfum, en provenance de la contrebande.

Dans la wilaya de Médéa, le centre des opérations du groupement territorial de Gendarmerie nationale de Médéa, a été contacté sur le numéro vert 10-55 par un citoyen qui a signalé l'agression d'un usager de la route sur le CW.23, reliant Maghraoua à Mihoub, par des individus non identifiés.

Aussitôt alertés, les gendarmes de la brigade de Mihoub se sont déplacés sur les lieux, où ils ont trouvé une personne âgée de 48 ans, présentant des blessures diverses, lequel a déclaré que le même jour, il a été sollicité par 3 individus non identifiés de les conduire à bord de son véhicule de la gare routière de Lakhdaria (Bouira) vers Maghraoua.

A leur arrivée, il a été agressé par ses clients, qui lui ont asséné des coups au moyen d'une pierre et d'un couteau, lui occasionnant des blessures à la tête, à l'épaule et au pied droit, avant de s'emparer de son moyen de transport.

La victime a été évacuée sur la polyclinique de Mihoub, où elle a reçu les soins nécessaires.

A cet effet, les recherches déclenchées par les gendarmes enquêteurs ont conduit 20 minutes plus tard à la découverte du véhicule volé et l'interpellation des 2 suspects âgés de 21 et 28 ans, qui se sont réfugiés dans un bois mitoyen, où le mis en cause cité en second a été trouvé en possession d'un couteau.

Tahar F.

Réunion du CC du FLN

## Éventuelle recomposition du Bureau politique

LE COMITÉ central (CC) du parti du Front de libération nationale (FLN) tiendra, jeudi prochain, sa première session ordinaire depuis l'élection de Mohamed Djemai en qualité de secrétaire général (SG) du parti, et pourrait avoir pour ordre du jour la recomposition du Bureau politique (BP) et l'examen d'autres questions politiques, en tête desquelles le dialogue national.

L'ordre du jour de cette réunion pourrait voir l'introduction de la question de la composition du BP «si les membres du CC jugent que le moment est propice pour l'évoquer», a précisé M. Djemai dans une déclaration à l'APS, soulignant que la réunion verra l'examen de la vision du parti vis-à-vis du processus du dialogue national, un point, a-t-il dit, qui sera au centre des rapports devant être présentés par les

six comités installés récemment au niveau du parti.

Le SG du FLN a annoncé, par ailleurs, l'organisation, le 7 août prochain à Oran, d'une rencontre regroupant les cadres du parti qui sera consacrée à l'examen de la feuille de route relative à la prochaine Présidentielle.

D'autres sources au sein du parti ont révélé que la session ordinaire du CC qu'abritera le Centre international des Conférences (CIC) Abdellatif Rahal, allait examiner une série de questions relatives à la structure du parti, entre autres la composition du BP «quand bien même l'invitation du SG à l'intention des membres du CC n'incluait pas ce point en se limitant à l'ordre du jour contenant la présentation des rapports des comités permanents et d'autres points divers».

M. L.

## L'anglais remplace officiellement le français



Djalou@hotmail.com

Tamanrasset

## Découverte d'une importante quantité d'armes et de munitions

■ Une cache contenant une importante quantité d'armes et de munitions a été découverte, mardi, par un détachement de l'Armée nationale populaire au cours d'une patrouille de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.



Par Slim Y.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le matin du 23 juillet 2019 lors d'une patrouille de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset, une cache d'armes et de munitions contenant une mitrailleuse de type Herstal, une mitrailleuse de type Douchka, un fusil mitrailleur de type FMPK, une mitrailleuse

de type Dictariv, un fusil de type FLG, deux fusils semi-automatiques de type Simonov, quarante obus pour mortiers de calibre 82 mm, ainsi que 4 000 balles de calibre 12.7 mm», note la même source.

## Beni Saf : Arrestation de 4 narcotrafiquants

Par ailleurs, quatre narcotrafiquants ont été arrêtés, lundi à Tiaret, par des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, indique mardi

un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des garde-côtes ont saisi, le 22 juillet 2019 à Beni Saf, une quantité de kif traité s'élevant à 108 kilogrammes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, ont arrêté quatre narcotrafiquants en possession de 8,46 kilogrammes de kif traité à Tiaret», précise la même source.

S. Y.